

Cycle 2017

Les territoires et le Monde

Session 5

Union européenne : un espace commun ?

Coordination scientifique
Francesco Saraceno et Sandra Moatti

Jeudi 15 juin 2017
Région Occitanie Europe, 14 rond-point Schumann

Vendredi 16 juin 2017
Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, 14 place Louvain

Union européenne : un espace commun ?

Soixante ans après la signature du Traité de Rome, l'Union européenne est à un nouveau carrefour de son existence. La pérennité de ce grand projet d'après-guerre se pose avec plus de gravité que jamais tant l'Union est assaillie de menaces. Les périls extérieurs s'accumulent, entre une Russie vindicative, un président des Etats-Unis ouvertement hostile au projet européen et un Moyen-Orient à la dérive. Mais les dangers viennent également de l'intérieur. Le scepticisme, voire l'hostilité à la construction européenne gagne du terrain dans les opinions publiques, le sentiment d'appartenance à un ensemble commun se délite. Avec le Brexit, l'Union, qui n'avait cessé jusque-là de s'élargir, va pour la première fois devoir s'amputer d'un membre.

L'Europe peut-elle encore tenir les promesses de paix et de prospérité partagée qui la fondent ? Peut-elle retrouver le chemin de la convergence quand la tendance est plutôt à la désagrégation ? Peut-elle tourner la page de la longue crise de la zone euro ? Peut-elle regagner la confiance des citoyens en défendant ses valeurs démocratiques et son modèle social ? Peut-elle surmonter les divisions qui la condamnent au court-termisme et offrir une vision d'avenir ?

Jeudi 15 juin

Rendez-vous à 7h20 sur le quai du Thalys n°9368

Départ Thalys Paris Gare du Nord le 15/06 à 7h55

Arrivée Bruxelles Gare du Midi à 9h17

Région Occitanie Europe, 14 rond-point Schumann – Bruxelles

Salle de Réunion – 2ème étage

Accueil café
10h00

10h15 – 10h30

Mot d'accueil de Yannick Proto, directeur de la région Occitanie Europe à Bruxelles

Francesco Saraceno

10h30 – 11h30

Concurrence ou coopération ?

La gouvernance économique de l'Union européenne a été mise en place quand le consensus en macroéconomie prônait un rôle limité pour l'intervention publique et s'appuyait sur les mécanismes de marché pour assurer la convergence. La crise a remis en cause ce consensus, notamment en Europe. L'Union européenne semble plus que jamais fonctionner à plusieurs vitesses, avec ses gagnants et ses perdants. En quoi l'Europe forme-t-elle "une économie" ? Et si c'est le cas, qu'en est-il du gouvernement économique de l'Europe ? Est-il vrai que, désormais, l'économie européenne est gouvernée par l'Allemagne et la BCE ? Et au-delà, quelle devrait être la stratégie européenne pour lutter contre les divergences qui menacent la pérennité de l'Union ?

Barbara Kunz

11h30 – 13h00

Vers la renaissance du "couple franco-allemand" ?

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française, nombreux sont ceux qui misent sur la renaissance du "couple franco-allemand". Les espoirs portent tout particulièrement sur l'intégration européenne, avec, comme questions de premier plan, la réforme de la zone Euro et la création de l'Europe de la défense. Cependant, les choses sont souvent perçues de manière très différente de part et d'autre du Rhin. Quels sont donc les principaux obstacles politiques et idéologiques à surmonter, où sont les divergences - ainsi que, bien sûr, les convergences - entre Paris et Berlin sur les principaux dossiers du jour ? Enfin, les élections législatives allemandes de septembre y changeront-ils quelque chose ?

Déjeuner au restaurant « La Capranica »

85 avenue Michel-Ange, Bruxelles

13h15 – 14h15

**Jean
Quatremér**

14h30 – 16h30

Peut-on encore être européen ?

Trop de scandales, comme l'embauche de José Manuel Barroso, l'ancien président de la Commission, par la banque d'affaires Goldman Sachs. Trop de compromissions, comme l'élection de Jean-Claude Juncker à la tête de l'exécutif européen, lui qui a transformé son pays, le Luxembourg, en paradis fiscal. Trop d'échecs, de l'économie au contrôle des frontières extérieures en passant par le social ou la défense. Trop de libéralisme débridé. Et trop peu de démocratie. Il est facile de dresser un acte d'accusation implacable contre l'Union européenne en dissimulant la responsabilité des gouvernements nationaux dans ces dérives. Il est temps de démêler le vrai du faux dans les arguments des opposants à la construction communautaire, et de rappeler que celle-ci, aussi perfectible soit-elle, reste la dernière utopie pacifiste d'une planète au bord de l'abîme.

Pause

**Matthieu
Hebert**

16h45 – 18h15

Les enjeux du Brexit

Le 23 juin 2016, une majorité d'électeurs britanniques a choisi de quitter l'Union européenne, déclenchant un véritable coup de tonnerre. Passée la stupéfaction, tout est désormais en place pour que les négociations formelles des conditions de la sortie du Royaume-Uni commencent. Quel est le cadre prévu par l'article 50 ? Quelles sont les lignes rouges définies par les 27 membres ? Quels sont les principaux points d'achoppement que les négociateurs devront dénouer ? Quels pourraient être les contours des nouvelles relations du royaume avec l'Union européenne ? La conseillère principale de Michel Barnier, négociateur en chef au nom des 27 pays membres, viendra nous parler de ces négociations décisives, tant pour l'avenir des britanniques que pour celui de la construction européenne.

Vendredi 16 juin

RP de la France auprès de l'Union européenne, 14 place Louvain – Bruxelles

Auditorium

Accueil café

08h30 – 9h00

Timing prévu pour l'accès sécurisé à la RP avec pièce d'identité

Marie Buscail

9h00 – 9h45

Le rôle des représentants permanents auprès de l'Union Européenne

Un aperçu du processus d'élaboration des textes communautaires et du rôle des représentations permanentes par la conseillère « Antici ».

**Lewis
Dijktsra**

9h45 – 10h30

Quelles dynamiques territoriales au sein de l'Union européenne ?

L'unification européenne favorise-t-elle la convergence des niveaux de vie et le rattrapage des régions périphériques ? Quelles sont les dynamiques territoriales à l'œuvre au sein de l'Union européenne dans les domaines économique, social et environnemental ? Quels sont les enjeux pour les territoires de la discussion autour de la préparation du budget après 2020 ? La présentation s'appuiera sur les analyses effectuées pour le rapport sur l'état des villes européennes, le rapport sur la compétitivité des régions et le prochain rapport de cohésion.

Pause

**Mathilde
Dupré**

10h45 – 12h15

La politique commerciale en débats

Avec la préparation de méga accords de commerce régionaux, l'élection de Donald Trump, le Brexit et les réflexions sur le futur de l'Union européenne, jamais la politique commerciale n'a fait l'objet d'autant de discussions. Celle de l'Union européenne est très volontariste : plus d'une trentaine de négociations bi ou plurilatérales sont en cours, avec plus de soixante pays. L'Union Européenne promeut la mise en place d'accords de commerce et d'investissement de « nouvelle génération » de plus en plus larges qui visent à lever les barrières commerciales non tarifaires et à harmoniser les normes et les standards en matière technique mais aussi sociale, sanitaire ou environnementale. Cette extension du champ de la politique commerciale ne va pas sans poser un certain nombre de difficultés et interroge la finalité même de la politique commerciale à la lumière des grands défis sociaux et environnementaux de ce début du XXIème siècle.

Buffet sur place

12h30 – 14h30

**Philippe
Pochet**

**Paul de
Grauwe**

**Francesco
Saraceno**

**François
Riegert
(sous réserve)**

14H30 – 17H00

Table ronde : Comment lutter contre les forces centrifuges en Europe ?

Quelles leçons tirer de la crise de la zone euro ? Comment mettre en place des mécanismes qui renforcent l'Union européenne ? Comment éviter une nouvelle crise grecque ? Peut-on sauver le modèle social européen ? La table ronde s'articulera autour de quelques thèmes clés et des questions des auditeurs.

Départ Thalys, Bruxelles Gare du Midi à 17h43

Arrivée Paris Gare du Nord à 19h08

Les intervenants



Francesco Saraceno est docteur en économie (Université de Rome et Université de Columbia), chercheur à l'OFCE. Il enseigne la théorie macroéconomique européenne et internationale à Sciences Po Paris.

Parmi ses publications récentes: *"Reforming Europe? When Economists, Law Scholars and Political Scientists Care About the Future of the EU."* Revue de l'OFCE - Debates and Policies, 2014 (avec C. Blot, O. Rozenberg, I. Streho) ; *«Politiques macroéconomiques et réformes structurelles : bilan et perspectives de la gouvernance économique au sein de l'Union Européenne»*, Revue d'économie politique, n°2, mars-avril 2010 (avec J-P Fitoussi, J-L. Gaffard).



Sandra Moatti est directrice de l'IHEDATE et rédactrice en chef de la revue l'Economie politique. Diplômée de Sciences Po Paris et d'HEC, titulaire d'un DEA d'épistémologie de l'économie, elle a aussi étudié l'architecture. Après avoir été économiste dans une banque, elle a été journaliste puis rédactrice en chef adjointe du magazine Alternatives Economiques. Elle a écrit plus particulièrement sur la macroéconomie internationale et européenne, la politique du logement, les dynamiques territoriales. Parmi ses publications sur les questions européennes : *Comprendre la crise*, hors-série poche d'Alternatives Economiques, 2012 (2e ed.) ; "Comment la crise change l'Europe", hors-série Alternatives Economiques N°95, 1er trimestre 2013 ; *Europe: changer pour survivre*, l'Economie politique n°74, 2e trimestre 2017.



Barbara Kunz est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemande depuis avril 2015. Titulaire d'un doctorat de Science politique de l'Université de Stockholm, Barbara Kunz est également diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Elle a rejoint le CERFA après avoir travaillé pour le Centre for Baltic and East European Studies (Stockholm, Suède), la Fondation Bertelsmann (Gütersloh, Allemagne) et la Fondation Genshagen (près de Berlin, Allemagne) durant plusieurs années. Elle a en outre passé plusieurs mois au Center for Transatlantic Relations/Johns Hopkins University à Washington ainsi qu'au Centre for International Affairs à Varsovie en tant que chercheur invitée.



Jean Quatremer couvre l'actualité européenne pour Libération depuis septembre 1990, d'abord comme responsable du défunt cahier « Europe », puis comme correspondant auprès de l'Union. Par ailleurs, Jean Quatremer a lancé depuis 2005 un blog, « Dans les coulisses de Bruxelles » : <http://bruxelles.blogs.liberation.fr>. Il a reçu de nombreux prix pour son travail journalistique. Diplômé en droit international et droit européen, il avait auparavant travaillé dans un cabinet d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Parmi ses publications: *Les maîtres de l'Europe*, Grasset, 2005, en collaboration avec Y. Clarisse ; *Ces hommes qui ont fait l'euro, querelles et ambitions européennes*, Plon, mars 1999 en collaboration avec T. Klau ; *Les salauds de l'Europe*, Calmann-Lévy, 2017.



Matthieu Hébert est membre de la Task force de la Commission européenne pour les négociations avec le Royaume-Uni, chargé de la communication et des relations avec les Think tanks. Fonctionnaire européen depuis 2009, il a alterné les fonctions techniques (évaluation des politiques sociales et de l'emploi, analyste des politiques sur la libre circulation des capitaux) et les fonctions de communication (rédacteur des discours du Commissaire en charge du marché intérieur et des services financiers, chef d'unité adjoint pour la communication à la Direction générale sur les services financiers).



Marie Buscail est conseillère « Antici » (du nom du groupe qui prépare le travail du COREPER dans sa formation COREPER II) à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles, après avoir été conseillère-négociatrice au sein du service « Action extérieure » de la RP. Elle a travaillé auparavant en administration centrale, à la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, et à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Elle est conseillère des affaires étrangères – cadre d'Orient.



Lewis Dijkstra est le chef adjoint de l'unité de développement et d'analyse économique à la direction générale de la politique régionale et urbaine. Il est le rédacteur des rapports de cohésion et responsable des nouveaux indicateurs de développement régional et urbain. Il suit les relations avec la banque mondiale et l'OCDE. Titulaire d'un doctorat de planification urbaine et régionale de l'Université de Rutgers, ses publications portent sur la qualité de la gouvernance infra-nationale, la compétitivité des régions, la mobilité du travail, les modèles de croissance et d'urbanisation.



Mathilde Dupré est diplômée de Sciences-po Paris et titulaire d'un master en « Économie du développement ». Elle a été chargée de plaidoyers sur le financement du développement et la régulation des entreprises multinationales pour l'ONG CCFD-Terre Solidaire. Membre du conseil d'administration du Tax Justice Network, elle a animé plusieurs années la plate-forme « Paradis fiscaux et judiciaires » et représenté la société civile française au sein de groupes d'experts de l'OCDE et de l'Union européenne sur la lutte contre l'évasion fiscale. Entre 2014 à 2015, elle a coordonné le Forum citoyen pour la RSE et participé notamment aux travaux de la plate-forme nationale d'actions globales pour la RSE et à l'adoption de la loi sur le devoir de vigilance. Depuis 2015, elle est en charge du programme pour la responsabilité dans les accords de Commerce au sein de l'Institut Veblen, un think tank qui promeut des réformes économiques pour une transition écologique juste et démocratique.



Philippe Pochet est directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI) et chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain (UCL) et au Collège d'Europe. Avant de devenir directeur de l'ETUI en 2008, il a été directeur de l'Observatoire social européen (OSE) pendant 16 ans. Dernière publication : *Why trade unions seek to coordinate wages and collective bargaining in the Eurozone*, P. Pochet, V. Glassner (ETUI).



Paul de Grauwe est titulaire de la John Paulson Chair in European Political Economy à la London School of Economics (LSE). Avant de rejoindre la LSE, il était professeur d'économie internationale à l'université de Louvain, Belgique. Il a été membre du parlement belge entre 1991 et 2003, et il est docteur honoris causa des universités Sankt Gallen (Suisse), Turku (Finlande), Genova (Italie), Valencia (Espagne) et Maastricht (Pays Bas). Il a obtenu son PhD à la John Hopkins en 1974 et il a été professeur invité dans plusieurs universités aux Etats-Unis et en Europe. Il a aussi été *visiting scholar* au FMI, à la Fed de Washington, à la BCE et à la Banque du Japon. Il a été membre du *Group of Economic Policy Analysis* qui conseillait le Président Barroso et il est directeur du réseau de recherche sur la macroéconomie et la finance internationale du CESifo, à l'université de Munich. Il est *Research Fellow* au *Centre for European Policy Studies* (<https://www.ceps.eu>) au *Centre for Economic Policy Research* (<http://cepr.org>).



François Riegert est ministre conseiller, et chef du service économique de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

Renseignements : Sandra Moatti – Nathalie Leroux – Anne Mattioli
IHEDATE, Maison des Ponts, 15, rue de la Fontaine-au-Roi, 75127 Paris Cedex 11– 01 44 58 24 62/24 40
secretariat@ihedate.org / www.ihedate.org